



Coup d'envoi
 électoral
 26 août 2023

Pour un avenir sûr et libre – Feuille de points pour tous les candidats de l'UDC Suisse au Conseil national et au Conseil des Etats

	note maximale	mon résultat
Anschwingen		
1ère passe Pour une Suisse indépendante et neutre - NON à l'adhésion à l'UE	10.00	
2e passe Pour une immigration contrôlée - NON à une Suisse à 10 millions d'habitants	10.00	
Ausschwingen		
3e passe Pour une Suisse sûre - Stopper le chaos de l'asile, expulser les étrangers criminels	10.00	
4e passe Pour moins d'impôts, de taxes et de redevances - plus d'argent pour vivre	10.00	
Ausstich		
5e passe Empêcher un nouveau virage à gauche - pour la liberté et la prospérité	10.00	
6e passe Et maintenant : finissons-en avec les collé climatiques, la folie du genre et la culture de l'interdit de la gauche rose-verte	10.00	
Schlussgang		
Pour un avenir sûr et libre !	Total 60.00	

Marco Chiesa
 Président de l'UDC

Thomas Aeschi
 Chef du groupe parlementaire

Buts de législature 2023-27 du groupe parlementaire de l'Union démocratique du centre

POUR UN AVENIR SÛR EN LIBERTÉ !

Sur la base de la feuille de notes de l'UDC Suisse du début des élections le 26 août 2023, le groupe parlementaire a défini les objectifs de législature suivants pour la législature 2023-2027.

1. Pour une Suisse indépendante et neutre - pas d'adhésion à l'UE

Pas d'adhésion rampante à l'UE

- Pas de reprise automatique du droit de l'UE.
- Pas d'assujettissement à la Cour de justice de l'UE.
- Non aux sanctions en cas de non-respect des prescriptions de l'UE.
- Pas de paiement de "taxes d'accès au marché" annuelles de plusieurs milliards.
- Pas d'adhésion rampante à l'UE.

Préserver la neutralité

- Acceptation de l'initiative sur la neutralité pour le maintien de la neutralité perpétuelle, armée et intégrale, au lieu de la livrer à l'OTAN et à la politique de sécurité de l'UE.
- Empêcher une adhésion rampante à une alliance de défense collective ainsi que les exportations d'armes motivées par des intérêts partisans qui sapent la neutralité.
- Introduire une légitimation parlementaire obligatoire de toutes les constructions de droit souple.

Renforcer l'indépendance, le fédéralisme et la démocratie

- Renforcer le fédéralisme et la démocratie directe en préservant la souveraineté cantonale.
- Mettre l'accent sur l'approvisionnement du pays : garantir un approvisionnement énergétique bon marché et disponible en permanence et développer les réserves obligatoires afin de devenir moins dépendant des chaînes d'approvisionnement mondialisées, sujettes à des perturbations.
- Renforcer l'indépendance économique en concluant de nouveaux accords de libre-échange.

Renforcer les assurances sociales

- Renforcer la responsabilité individuelle en matière de prévoyance vieillesse et d'assurances sociales.
- Garantir à long terme le système des trois piliers dans la prévoyance vieillesse.
- Pas de redistribution des coûts à la charge du contribuable.
- Rejet de la néfaste "Initiative pour une 13e rente AVS".

Sécurité grâce à une armée de milice moderne, alimentée et équipée en fonction des besoins.

- Garantir que le Parlement mette en œuvre le financement accordé à l'armée à hauteur d'au moins 1% du produit intérieur brut d'ici 2030.
- Mener un débat sur l'alimentation conforme aux besoins et l'équipement opportun de l'armée de milice.

Augmentation de la production agricole nationale

- Utiliser le maximum de surface pour la production de denrées alimentaires.
- Refuser les expériences de politique agricole sous le couvert de la politique environnementale et climatique.
- Refuser la politique idéologique de gauche en matière d'environnement et de rééducation.
- Augmenter les revenus dans l'agriculture.
- Simplifier le système des paiements directs.

2. Pour une immigration contrôlée – pas de Suisse à 10 millions d'habitants

Gestion autonome de l'immigration

- Acceptation de l'initiative "Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)".
- Rejet du Pacte de l'ONU sur les migrations.

Renforcer la sécurité de l'approvisionnement

- Stopper la perte de terres cultivables et augmenter le taux d'auto-approvisionnement.
- De l'électricité et de l'énergie en quantité suffisante et à un prix abordable, notamment grâce à des centrales nucléaires sans CO2.
- Développement des infrastructures (en particulier des routes nationales).

Propriété du logement pour les Suisses

- Améliorer les conditions-cadres pour les acheteurs suisses de logements.

Couvrir les pénuries de main-d'œuvre principalement avec la population indigène

- Offensive de formation ciblée sur les professions en pénurie dans le pays.
- Pas d'académisation coûteuse dans le domaine de la santé et des soins.

Préserver l'identité suisse

- Renforcer les valeurs chrétiennes et occidentales : l'intégration est une obligation pour les immigrés et doit être exigée de manière conséquente.

3. Pour une Suisse sûre -. Stopper le chaos de l'asile, expulser les étrangers criminels

Contrôles systématiques aux frontières

- Réintroduction des contrôles systématiques aux frontières.
- Renvoi des demandeurs d'asile déboutés.
- Conclusion d'accords de réadmission supplémentaires.

Politique migratoire au bénéfice de la Suisse

- Réduire l'attractivité de la Suisse en tant que pays de destination pour les migrants en quête d'asile.
- Pas de droit d'asile pour les personnes arrivant par un pays tiers sûr.
- Externaliser les procédures d'asile dans des zones de transit dans toutes les régions du pays.
- Arrêter les programmes de réinstallation.
- Renvoyer systématiquement les demandeurs d'asile criminels.
- Engagement pour une politique migratoire autonome sans participation aux clés de répartition de l'UE.
- Pas d'aide au développement suisse sans accords de réadmission opérationnels.

Les demandeurs d'asile doivent rester à proximité immédiate de leur pays d'origine.

- Externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.
- Soutenir les efforts de retour des demandeurs d'asile dans leur pays d'origine.

Pas de tolérance pour les clandestins

- Pas de régularisation des demandeurs d'asile déboutés et des migrants illégaux (sans-papiers).

Protection contre la criminalité - durcissement du droit pénal

- Augmentation de la peine minimale pour les délits contre la vie et l'intégrité corporelle.
- Expulsion permanente du territoire pour les délits graves.
- Pas de maintien des rentes AI en cas d'expulsion.
- Augmentation de la peine pour les actes d'ordre sexuel avec des enfants.

- Abolition de la reconnaissance des mariages d'enfants et poursuite plus stricte des mariages forcés.
- Sanctions plus sévères en cas de violence et de menaces à l'encontre des membres des organisations d'intervention d'urgence.
- Extension de l'imprescriptibilité aux délits de violence graves.

4. Moins d'impôts, de taxes et de redevances – plus d'argent pour vivre

Stopper la croissance de l'État

- Suppression des réglementations inutiles.
- Renforcement du frein à l'endettement : sur un cycle conjoncturel, la croissance des dépenses ne doit pas être supérieure à la croissance économique.
- Les excédents doivent être systématiquement investis dans la réduction de la dette.
- Réduction des dépenses liées pour une plus grande marge de manœuvre en matière de politique financière.
- Limiter les dépenses fédérales ordinaires à 65 milliards par an.
- Plafonnement des dépenses de personnel de la Confédération à 5 milliards par an et limitation des effectifs à 35'000 équivalents plein temps, réalisation des gains d'efficacité grâce à la numérisation et révision du système de qualification et de rémunération.
- Limiter l'aide au développement à 2 milliards de francs par an.
- Empêcher toute augmentation des taxes sur la valeur ajoutée, la consommation ou le climat.
- Introduire un référendum financier.
- Empêcher la création de tout nouveau fonds.

Préserver la concurrence fiscale

- Impôt à taux unique plutôt que système d'imposition progressif.
- Maintenir la concurrence fiscale cantonale et éliminer les mauvaises incitations dans la RPT.
- Supprimer la pénalisation du mariage par un splitting intégral ; protéger le mariage en tant que "communauté économique".
- Empêcher les hausses d'impôts et de taxes.
- Réexamen complet des tâches et poursuite du désenchevêtrement des tâches fédérales et cantonales.

Pas de nouveaux impôts et taxes climatiques

- Pas de nouveaux impôts et taxes climatiques.
- Pas d'introduction d'une taxe sur les billets d'avion.
- Pas d'obligation d'investir dans de nouveaux chauffages pour les anciens bâtiments.

Protection des sols indigènes

- Utilisation alternative des bâtiments qui ne sont plus nécessaires à l'agriculture en dehors de la zone à bâtir.
- Renforcement de la Lex Koller.
- Densification plus facile dans les zones urbaines.

Développer les infrastructures

- Suppression des goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales.
- Augmenter la sécurité et la disponibilité des infrastructures dans les régions périphériques.
- Pas de tarification de la mobilité.
- Plus de rentabilité et de réalité des coûts pour le rail.
- Baisser les redevances radio et TV et éliminer les charges multiples injustes.
- Garantir la performance et le raccordement international des aéroports nationaux.

Revoir la réglementation too big to fail

- Aucune entreprise ne doit être "too big to fail" pour devoir être sauvée par l'État et donc par le contribuable en cas de crise.

- Les responsables du conseil d'administration et de la direction doivent être tenus responsables dans tous les cas.

Réforme du système de santé

- Renforcement de la responsabilité individuelle dans le domaine de la santé.
- Introduction de mesures de maîtrise des coûts de la santé dans le but d'empêcher de nouvelles hausses de primes dans l'assurance obligatoire des soins.
- Lutte contre la surabondance des soins et l'augmentation des volumes dans le secteur de la santé (planification hospitalière, gestion des admissions des médecins, etc.).
- Rejet de l'initiative "frein aux coûts" et de l'initiative "allègement des primes".
- Renforcement de la prévoyance individuelle et de la responsabilité personnelle dans les soins aux personnes âgées et dans le système de santé.
- Augmentation des franchises maximales.
- "Caisse maladie light" pour les personnes dont le droit de séjour n'est pas régulier.
- Rejet du pacte sur les pandémies de l'OMS.

5. Pour la liberté et la prospérité

Récompenser l'esprit d'entreprise

- Plus de liberté et moins de réglementations, de prescriptions et d'interdictions pour préserver les emplois existants et en créer de nouveaux.
- Renforcer le travail indépendant.
- Pas de nouveaux services de signalement pléthoriques pour les lanceurs d'alerte, le mobbing ou autres.
- Stopper l'extension de la réglementation dans la place financière suisse.
- Pas d'expansion de l'Etat dans de nouveaux domaines d'activité (respect du principe de subsidiarité).

Réduire la réglementation

- Assurer une mise en œuvre ciblée de la loi sur l'allègement des entreprises.
- Réduire les charges statistiques pour les PME (pas d'obligation de fournir des données sans indemnisation ou possibilité de déduction).
- Lutter contre les interdictions de consommation et de publicité.

Pas d'égalité imposée par l'Etat

- Lutter contre les quotas, les prescriptions minimales et les mécanismes de contrôles qui limitent la liberté d'action des entreprises.

Pas de développement de l'Etat social

- Pas de développement du congé parental financé par l'État.
- Empêcher de nouveaux financements initiaux pour la garde des enfants par des tiers avant qu'ils ne soient pérennisés.

Ne pas restreindre davantage les transactions en espèces

- Ne pas supprimer ni restreindre davantage les transactions en espèces ainsi que l'argent liquide

6. En finir avec les colleurs de mains du climat, la terreur du genre et la course rose-verte aux interdictions

Pas de culture de l'interdiction en matière d'alimentation

- Pas de diktat alimentaire de la part de la Confédération.
- Empêcher une interdiction de la viande : maintenir haut le libre choix des consommateurs.

Maintenir et renforcer le modèle familial traditionnel.

- Renforcer le modèle familial traditionnel.

Préserver une société libre

- Non à la collecte par les PME de statistiques liées au genre.
- Pas de perspective de genre dans les rapports du Conseil fédéral.
- Empêcher l'introduction d'un langage illisible dit « inclusif » dans l'administration fédérale.

Berne, le 24 novembre 2023